

Commune de Plouay  
ARRETE 2016/006

date de dépôt : 21/09/2015  
complété le : 19/11/2015  
demandeur : SARL LE MOUELLIC – Monsieur  
LE PENHUIZIC Brice - 4 Place de l'Eglise  
56240 PLOUAY  
pour : Travaux de mise en conformité aux  
règles d'accessibilité  
adresse terrain : 4 Place de l'Eglise 56240  
PLOUAY

**AUTORISATION DE CONSTRUIRE, D'AMENAGER OU DE MODIFIER UN  
ETABLISSEMENT RECEVANT DU PUBLIC (ERP) -  
au titre du Code de la construction et de l'habitation  
délivrée par le maire au nom de l'Etat.**

**Le maire de Plouay,**

Vu la demande d'autorisation, de construire, d'aménager ou de modifier un établissement recevant du public, déposée en application des articles L 111-8 et D 111-19-34 du Code de la Construction et de l'Habitation, enregistrée sous le n° AT 05616615L0010, sollicitée par la SARL LE MOUELLIC, représentée par Monsieur Brice LE PENHUIZIC, sise 4 Place de l'Eglise à PLOUAY, et valant pour la mise en conformité aux règles d'accessibilité d'un commerce de vêtements sis 4, Place de l'Eglise à PLOUAY.

Vu la demande de dérogation au titre de l'accessibilité ;

Vu le Code de la Construction et de l'Habitation ;

Considérant l'avis favorable aux travaux de mise en accessibilité de l'établissement ainsi qu'à la demande de dérogation pour impossibilité technique de modifier l'accès à la 2<sup>ème</sup> partie du magasin par trois marches, de la Sous-commission départementale pour l'accessibilité des personnes handicapées du 3 décembre 2015.

**ARRETE**

**Article 1<sup>er</sup> :** l'autorisation de travaux est accordée assortie des prescriptions suivantes :

- Les prescriptions émises par la Sous-commission départementale pour l'Accessibilité mentionnées dans son avis susvisé seront strictement respectées (copie jointe).

**Article 2 :** Ampliation du présent arrêté est transmise au service départemental d'incendie et de secours et à la direction départementale des territoires et de la mer (unité accessibilité) pour information.

**A PLOUAY le 6 JAN 2016**  
**Le Maire Jacques LE NAY**



***Le (ou les) demandeur peut contester la légalité de cette autorisation, dans un délai de deux mois qui suivent la date de réception. A cet effet, il peut saisir le tribunal administratif territorialement compétent d'un recours contentieux***